

Table des matières

INTRODUCTION.....	2
I - DES SIECLES DE BRUIT ET DE FUREUR.....	3
a) Une histoire régionale mouvementée.....	3
b) Héritage soviétique et mauvaise gestion russe.....	7
c) Une mosaïque des peuples.	9
d) 12 ans de guerres, l'exaspération des nationalismes.	10
e) La sinusoïdale des négociations.....	15
II - LA CROISEE DES CHEMINS.....	16
a) L'or noir et le bras de fer russo-américain.	16
b) La Russie handicapée par le conflit Tchétchène mais à la recherche du maintien de son influence.	18
c) La Turquie, un soutien calculé.	19
d) Le paradoxe iranien.....	20
e) L'OSCE impuissante - le groupe de Minsk.....	22
III - QUEL AVENIR POUR LE HAUT KARABAKH ?.....	24
a) Jeu à deux ou à trois ?.....	24
b) Une pseudo indépendance encore bien fragile.....	25
c) Key West, peut-être une des clés de la paix.....	26
d) La Russie, une responsabilité majeure.	27
e) Les deux épines.....	28
DE NOUVELLES PERSPECTIVES.	30
ANNEXES.....	32
BIBLIOGRAPHIE :	40

Introduction

Si la conquête russe avait unifié la mosaïque politique du Caucase, le système soviétique a, avec plus ou moins de succès, fédéralisé cet espace. La fin de l'URSS a ouvert une période de reconfiguration du Caucase dans son organisation interne et son environnement géopolitique. La scission est dès lors irréversible entre les deux Caucase. D'une part, la Ciscaucasie demeure intégrée à la Fédération de Russie. D'autre part, la Transcaucasie, composée de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan et de la Géorgie, cherche à tourner le dos à deux siècles d'appartenance au monde russe. Corollaire à cette partition et au décroissement simultané de l'Asie centrale ex-soviétique, de la mer Caspienne et de la mer Noire devenue depuis 1945 un quasi lac soviétique, la région a cessé d'être une zone confinée pour devenir une zone de transit et un carrefour de routes commerciales, culturelles et politiques.

Résultat du cynisme stalinien, l'ère post-soviétique a vu la région déchirée par de nombreux conflits, dont le tchéchène n'est que celui qui est le plus médiatisé. Pourtant, il en est un autre qui est peut-être plus grave mais dont on parle peu, pour ne pas dire jamais, car le monde détourne son attention dès que les canons se taisent.

Sous la pression des nationalismes et l'explosion d'une volonté d'indépendance longtemps muselée, la petite région du Haut Karabakh était devenue le théâtre d'une guerre armée qui a opposé l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Dans un climat de ni guerre ni paix, elle est maintenant l'enjeu d'un conflit qui dépasse largement les frontières des protagonistes.

La communauté internationale, au travers de l'organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), s'en est saisie et tente de faire avancer la paix. La réponse est difficile à trouver, tant s'opposent les intérêts des belligérants et des pays qui se posent en médiateurs.

I - Des siècles de bruit et de fureur.

a) Une histoire régionale mouvementée

- l'Arménie.

L'origine du peuple arménien est difficile à dater car plusieurs hypothèses divergent. La plus vraisemblable semble néanmoins être celle du mélange d'un peuple indo-européen, de la branche thraco-phrygienne¹, avec des autochtones d'Ourartou². Il en a résulté la création d'un royaume dès le IX^e avant Jésus-Christ et la fondation d'Erebouni³ en 782 de la même ère. Ils furent rejoints deux siècles plus tard par des thraco-phrygiens des Balkans qui, après avoir détruit l'empire hittite⁴, se fixèrent sur les hauts plateaux bordés le Caucase et Taurus.

L'histoire du peuple arménien a, depuis cette époque, été marquée par le passage d'une tutelle à une autre (Mèdes, Perses, Macédoniens et Protectorat romain dans la période antique – Byzantins, Califes arabes, Turcs, Mongols, Ottomans pour la période médiévale et moderne) et des périodes plus ou moins longues de relative autonomie ou indépendance (190 av. JC à 428 après JC, X^e et XI^e siècles, XV^e siècle ...).

Cette région a de tout temps été le lieu de conflits d'intérêts, théâtre des jeux d'influence et de l'expression des volontés expansionnistes. Les invasions successives ont engendré un mouvement diasporique, dont celui de 961. Il a été provoqué par l'invasion turque et a vu plusieurs milliers d'arméniens fuir et s'installer en Cilicie⁵, où ils fondèrent la Petite Arménie. Dès lors et jusqu'en 1342, il existait deux Arménies, la Petite, indépendante mais éloignée du berceau historique, et la Grande, toujours plus ou moins soumise à la domination d'une puissance extérieure.

¹ Peuple indo-européen venant de la Thrace, région balkanique, et qui occupa la Phrygie, ancienne contrée d'Asie Mineure.

² Ourartou : nom assyrien du pays autour du lac de Van, plus tard arménien. Il s'y forma un royaume fort au début du IX^e siècle av J.-C.

³ Actuelle Erevan.

⁴ Peuple de l'Anatolie centrale.

⁵ Cilicie : ancienne province d'Asie Mineure encadrée au nord par la chaîne du Taurus, au sud par la Méditerranée, à l'ouest par la Pamphylie (région côtière au sud de l'Asie Mineure) et à l'est par la Syrie.

L'arrivée des russes dans le Caucase bouleversa les équilibres. Dès 1808, ils occupèrent les territoires du Nakhitchevan, du Karabakh, puis du Kantzak. Encouragés par les prêches des dignitaires religieux du pays, les Arméniens s'engagèrent aux côtés des Russes, contre les Perses, puis les Turcs. En 1828, la Russie unifia la majeure partie des territoires arméniens qui devinrent alors l' "Armianskaia Oblast"⁶.

En 1829, par le traité d'Andrinople, l'Angleterre imposa la restitution d'une partie de ces territoires par la Russie à l'Empire ottoman. Sous le joug des Turcs, l'Arménie souffrit de discrimination et d'attaques militaires, jusqu'à une série de massacres, entre 1894 et 1896, dans toutes les provinces arméniennes. L'arrivée au pouvoir des "Jeunes Turcs", en 1908, offrit un espoir de meilleur traitement mais il fut de courte durée. Dès 1909, de nouveaux massacres furent perpétrés, notamment à Adana où périrent 30.000 arméniens.

En 1915, profitant de la période troublée de la première mondiale, le gouvernement d'Istanbul opéra une épuration parmi les chefs arméniens qui servaient dans les rangs de son armée et décida l'expulsion de la population arménienne tout entière. Elle fut alors conduite à pied dans les déserts de Syrie, de Mésopotamie et d'Arabie. Pendant cette " re-localisation ", de nombreuses exactions furent menées, de manière coordonnée mais sans implication officielle du pouvoir turc. Un million et demi de personnes périrent dans ce premier génocide du XXème siècle. Une autre vague de massacres se produisit à Bakou en 1918, puis à Chouchi⁷ en 1920, ainsi que dans d'autres villes et villages.

La défaite ottomane et la désintégration de l'empire russe furent pour les Arméniens l'occasion de déclarer leur indépendance. Le 28 mai 1918, après que les Arméniens aient obligé, par le combat, les troupes turques de se retirer, la République indépendante d'Arménie fut créée.

Malgré les accablantes difficultés de la république naissante, les Arméniens ont investi toute leur énergie dans la reconstruction de leur pays. Cependant et en raison des pressions exercées simultanément par les Turcs et les communistes, la république s'est

⁶ "Province arménienne".

⁷ "Chouchi" pour les Arméniens ou "Choucha" pour les azéris.

effondrée en 1920 et l'Armée rouge est entrée sur le territoire de l'Arménie orientale, avant de la déclarer république socialiste soviétique le 29 novembre 1920. L'Arménie est devenue membre de la République socialiste fédérale soviétique transcaucasienne en 1922, puis, en 1936, une des républiques constitutives de l'Union soviétique, confondant son histoire avec la sienne pendant presque cinquante années.

Les changements tumultueux qui ont affecté l'ensemble de l'Union soviétique au début des années 1980 ont inévitablement eu des répercussions en Arménie. En 1988, un mouvement s'est organisé en Arménie pour soutenir les Arméniens du Haut Karabakh pour l'affirmation de leur droit à l'autodétermination.

Le 7 décembre 1988, l'Arménie fut secouée de graves séismes qui firent des milliers de victimes et l'approvisionnement venant d'Union soviétique ou de l'Occident fut bloqué par le gouvernement d'Azerbaïdjan, qui combattait alors les Arméniens du Haut Karabakh. Ces deux sujets ont dominé la scène politique arménienne depuis les premières élections démocratiques tenues en Arménie pendant l'ère soviétique. En 1990, le parti du Mouvement national arménien remporta la majorité des sièges au parlement et forma un gouvernement. Le 21 septembre 1991, les Arméniens ont majoritairement voté par référendum en faveur de l'indépendance, prononcée le 23 du même mois.

- L'Azerbaïdjan.

Tandis que les premiers signes d'un être humain en Azerbaïdjan datent d'environ 1,5 millions d'années, les premières formes d'un État sont apparus au troisième millénaire avant Jésus Christ.

L'Azerbaïdjan historique était une région d'Asie occidentale qui englobait l'actuelle république d'Azerbaïdjan et les provinces du nord-ouest de l'Iran contemporain. Après avoir fait partie du royaume d'Ourartou, il fut intégré au VIII^{ème} siècle avant J.-C. à l'empire des Mèdes puis à l'Empire perse des Achéménides. Patrie de Zoroastre. Au VI^{ème} siècle avant J.-C., la région est devenue un haut lieu de la religion mazdéenne. Vers la fin du VII^{ème} siècle de notre ère, elle fut conquise par les Arabes et la population convertie à l'islam.

Au XI^{ème} siècle, conséquence de l'invasion par les Turcs, la population est devenue turcophone. Après avoir été conquis par les Mongols, au XIII^{ème} siècle,

l'Azerbaïdjan a connu à partir du XV^{ème} siècle une longue période d'instabilité. Ensuite disputé pendant deux cents ans entre les Perses et les Turcs, il a connu une nouvelle prospérité sous la dynastie Safavide⁸, au XVII^{ème} siècle, dont la fin provoqua plus tard un émiettement du territoire en principautés, khanats et sultanats.

La conquête russe commença au début du XIX^e siècle. À la suite de plusieurs guerres et par les traités de Gulistan (1813) et de Tourkmantchaï (1828), l'Iran céda à la Russie ses provinces situées au nord de l'Araxe. En 1918, l'Azerbaïdjan se proclama république indépendante, mais le pays fut occupé par l'Armée rouge et rattaché à l'Union soviétique en 1920. En 1936, elle devient une république socialiste soviétique fédérée de l'URSS. Dès lors, son histoire s'est confondue avec celle de l'URSS.

L'effondrement du bloc communiste a conduit l'Azerbaïdjan à proclamer son indépendance le 30 août 1991, avant d'obtenir en 1992 son adhésion à l'Organisation des Nations unies. Les premières années de l'indépendance furent celles d'un grand désarroi politique. En juin 1992, Aboufazl Eltchibey, chef du Front populaire azéri (FPA), fut élu président au suffrage universel avec 55% des voix. Il fut destitué en juin 1993 et remplacé provisoirement par l'ancien dirigeant soviétique Gueïdar Aliev, chef du Parti communiste. La destitution de monsieur Eltchibey fut acceptée par référendum en octobre 1993 et Aliev fut élu président à plus de 98% des suffrages lors d'un scrutin incontesté.

- Le Haut Karabakh :

Les premières données historiques relatives à l'Artsakh, nom arménien du Haut Karabakh, remontent à l'époque de l'Ourartou⁹. Selon le géographe grec Strabon et l'historien arménien du V^{ème} siècle Movsès Khorénatsi, l'Artsakh formait, avec la province Outik, les frontières orientales de l'Arménie.

Du XVI^{ème} au XVII^{ème} siècles, quelques grandes familles arméniennes d'ascendance princière détenaient, en Arménie orientale et notamment au Karabakh, des îlots d'indépendance dans un cadre général de domination perse. Cinq d'entre elles formaient une coalition appelée les cinq "Mélikats", époque à laquelle le pays obtint son

⁸ Safavides ou Sfévidees : famille d'origine arabe fondée par Safi ed-din (chiite), qui régna en Azerbaïdjan, s'opposant aux sunnites et propageant leur croyance en Perse et en Asie Mineure.

nom perse Karabakh qui signifie "jardin noir". Plus tard, sous la domination russe au XIX^{ème} siècle, le nom Karabakh fut complété par l'épithète russe Nagorny, signifiant "montagneux"¹⁰.

Au cours de l'histoire, le territoire du Karabakh a toujours été considéré par les puissances limitrophes comme un point stratégique pour établir leur hégémonie en Transcaucasie. Et ce n'a pas été un hasard si, en 1813 au moment de la division du territoire entre la Russie et la Perse, le traité de paix a été signé près de Gulistan, un village du Haut Karabakh. Selon les termes de ce traité, le Haut Karabakh et d'autres territoires du Caucase du Sud étaient cédés par la Perse à la Russie.

b) Héritage soviétique et mauvaise gestion russe.

Au lendemain de l'armistice de 1918 entre les franco-anglais et l'empire Ottoman, les républiques d'Arménie et d'Azerbaïdjan ont respectivement proclamé leur indépendance et manifesté des revendications territoriales à l'égard des régions de Zanguezour, du Nakhitchevan et du Karabakh. Ces revendications territoriales ont fait du Haut Karabakh le théâtre d'une guerre implacable.

Les Britanniques imposèrent les premiers règlements territoriaux. Le Karabakh, composé à 80% d'Arméniens, fut attribué à l'Azerbaïdjan et le Nakhitchevan aux Arméniens. De la même façon, ils tracèrent la frontière avec la Géorgie et, par le traité d'Alexandropol, firent restituer à la Turquie kémaliste les territoires qui avaient été conquis en 1875 par la Russie des Tsars.

Le pouvoir azéri a essayé d'obliger les Arméniens du Haut Karabakh à se soumettre. En réaction, ces derniers ont pris les armes pour défendre leur patrie et ont élu un organe représentatif et créé des organes locaux de gouvernement. Les membres de cette assemblée nationale ont participé aux premières négociations, tout en mettant sur pied des propres forces militaires. Malgré la supériorité des forces azéries, l'Assemblée Nationale du Haut Karabakh a pu ainsi organiser la défense du territoire.

⁹ IX - VI siècles avant Jésus-Christ.

¹⁰ La France retient le nom de Haut Karabakh, tandis que les arméniens désignent cette région sous le vocable d' Artsakh.

Certaines grandes puissances de la communauté internationale, par le truchement de la Société des Nations, ont reconnu que le statut du Haut Karabakh était "à débattre". L'Arménie épuisée par les guerres et le génocide, aspirant avant tout à la paix, donna son accord pour reconnaître le "statut à débattre" du Haut Karabakh. Elle laissa la solution des conflits territoriaux à la communauté internationale à la condition expresse que l'on prît en compte le droit imprescriptible du Haut Karabakh à l'autodétermination. Le caractère de "statut à débattre" du Haut Karabakh a également été reconnu par le Congrès de la Paix à Paris, par la Russie alors devenue soviétique, ainsi que par l'Azerbaïdjan. D'ailleurs, les convoitises azerbaïdjanaises à l'égard de certains territoires arméniens tels le Karabakh, le Zanguezour et le Nakhitchevan étaient la principale cause de non-reconnaissance de la République démocratique d'Azerbaïdjan par la Communauté Internationale et de sa non-intégration au sein de la Société des Nations.

Ce fut seulement au mois de septembre de 1920 que l'Assemblée nationale du Haut Karabakh reconnut la souveraineté azerbaïdjanaise, à la condition que le statut définitif du pays soit déterminé lors la Conférence de Paris.

En décembre 1920, après la soviétisation de l'Azerbaïdjan, les autorités de la République Socialiste Soviétique d'Azerbaïdjan nouvellement créée déclaraient renoncer à leurs prétentions sur les territoires litigieux et reconnaissaient officiellement le droit à l'autodétermination libre et totale du peuple du Haut Karabakh. Mais dans le même temps, les Britanniques, les mêmes qui avaient imposé le découpage de 1918, se montrèrent désireux d'offrir à Ankara une continuité territoriale avec l'Azerbaïdjan. Par le traité de Kars en 1921, ils obligèrent cette dernière à céder le Nakhitchevan. Quelques jours plus tard, après l'intégration de l'Arménie au bloc soviétique, les bolcheviks russes ont décidé à leur façon du destin du Haut Karabakh. Hantés par l'idée de répandre " la révolution prolétarienne" dans l'Orient musulman, de fortifier le nouveau pouvoir de la République socialiste soviétique d'Azerbaïdjan et d'exporter pacifiquement cette révolution vers la Turquie, ils rattachèrent, le 5 juillet 1921, par une décision juridiquement arbitraire du bureau caucasien du Comité Central du parti bolchevik, présidé par Staline, le Haut Karabakh à l'Azerbaïdjan. Quelques années plus tard,

Staline, devenu commissaire aux minorités, expliquait avoir appliqué le principe de "diviser pour mieux régner".

En 1923, sur ce territoire, fut constituée une région autonome qui reçut par la suite le nom de Région Autonome du Haut Karabakh.

Ainsi, le problème du Haut Karabakh n'a pas été résolu mais "gelé" pendant près de 70 ans. C'est pour cette raison que, dans le cadre d'un régime soviétique totalitaire et en dépit des persécutions qui se produisaient au gré des phases d'évolution de l'URSS, la grande majorité des Arméniens du Haut Karabakh protestait régulièrement contre la politique nationaliste de Bakou mais ces protestations restaient pacifiques et respectueuses de la Constitution. Des dirigeants locaux et des intellectuels se présentaient avec des lettres, des suppliques et requêtes adressées au pouvoir central de Moscou (en 1945, 1966, 1977). Ils lui demandaient de reconsidérer une décision arbitraire et anticonstitutionnelle et de discuter la possibilité d'une intégration du Haut Karabakh à l'Arménie.

Le 20 février 1988, cette enclave arménienne en territoire azerbaïdjanais profita du climat de réformes instauré par Mikhaïl Gorbatchev pour réclamer à nouveau son rattachement à l'Arménie. D'importantes manifestations se sont déroulées à Stepanakert, capitale du Haut Karabakh, et en Arménie. Ce fut l'un des détonateurs de la «flambée nationale» en Union soviétique.

c) Une mosaïque des peuples.

- Azerbaïdjan et identité ethnolinguistique.

L'Azerbaïdjan est un pays turcophone musulman à dominante chiite, notamment dans les provinces du sud. S'il se présente généralement comme homogène, il compte néanmoins une forte population russe et quelques minorités.

Dans le nord du pays, les Lesghiens sont environ 170 000, alors qu'ils compte 200 000 ressortissant au Daghestan. La plupart d'entre eux étant devenus des ouvriers de l'industrie pétrolière à Bakou, ils sont moins rebelles et moins politisés que les autres peuples de la région. Cependant, certains milieux indépendants ont cependant fomenté des attentats dans le cadre du mouvement indépendantiste Sadval.

Par ailleurs, environ 80 000 Talyches habitent en Azerbaïdjan et autant en Iran. Les Talyches sont assez mal vus du pouvoir de Bakou car ils revendiquent plus volontiers leur identité propre, ce qui va à l'encontre de l'image officiellement offerte. Par ailleurs, les autorités azéries soupçonnent les Talyches de faire le jeu de Téhéran, l'allié de l'Arménie en Transcaucasie. En 1919 et en 1999, deux éphémères républiques du Talych-Murgan furent créées au sud de l'Azerbaïdjan.

- Arménie et identité ethnoconfessionnelle.

S'il est difficile de dater la naissance du peuple arménien, il est beaucoup plus facile de placer sur l'échelle du temps la prise de l'affirmation de l'identité arménienne. En 301 de notre ère, Tiridate III, un des rois Arsacides, de la dynastie Parthe, proclame le christianisme religion d'État et crée ainsi le premier royaume officiellement chrétien.

En l'an 401, les arméniens abandonnent alors l'écriture grecque et adoptent un alphabet qui leur est propre. Inventé par Mesrop Machtoz, il est constitué de 28 lettres, dont 21 consonnes et 7 voyelles, et s'écrit de gauche à droite. Même s'il est possible de trouver des similitudes avec le perse et le grec, l'arménien devient alors une langue isolée de l'indo-européen et ne peut être officiellement rattachée à aucune langue de ce groupe.

A partir de cette date, la religion et l'alphabet arménien formeront les deux piliers de "l'arménité". Cette identité est dès lors et au travers les siècles, le vecteur de transmission de la tradition arménienne, aussi bien sur le territoire historique que pour les exilés.

Enfin, à l'intérieur de ses frontières, le sentiment national est d'autant plus fort que les autres identités y sont très minoritaires. Le pays compte 95% d'arméniens. Les 5% restants se répartissent entre les Azéris (1%), les Russes (2%) et d'autres minorités, principalement Kurdes.

d) 12 ans de guerres, l'exaspération des nationalismes.

Au lendemain de la chute de l'empire soviétique, la question du Karabakh est relancée, notamment à partir du 11 février 1988, date à laquelle eut lieu à Stepanakert une manifestation qui a regroupé 70 000 personnes.

- La guerre de 1988 à 1994

Par un vote populaire le 15 juin 1988, le Karabakh se prononce en faveur de son rattachement à l'Arménie. Mais le 12 janvier 1989, alors que les frontières sont le théâtre d'escarmouches permanentes, le Soviet Suprême dote le Karabakh d'un statut particulier : la région est dorénavant administrée par un conseil, composé de 5 russes, 3 arméniens, et 1 azéri, et les organes locaux du Parti et des Soviets sont suspendus. Cette solution, qui ne satisfait personne, pousse les Arméniens et les Azéris à s'armer. Entre le 15 et le 22 février, 1 million de personnes manifestent à Erevan pour l'indépendance du Haut Karabakh. Le 28 février, une contre-manifestation azérie entraîne la mort de centaines de morts à Sumgaït, près de Bakou. Toute la région se transforme alors en un vaste camp retranché où les combats font rage.

Le 16 août 1989, les anciens membres du soviet arménien, limogés en janvier, se constituent en Conseil National, et se proclament unique pouvoir représentatif. Moscou tente vainement, d'imposer son administration mais de nombreuses instances locales ne reconnaissent plus que le Conseil National. Le 28 novembre 1989, devant cette situation, Moscou reconnaît le Conseil National mais le replace dans son contexte initial du Soviet Arménien et maintient le Karabakh au sein de l'Azerbaïdjan. Il demande en outre à Bakou (capitale de l'Azerbaïdjan) d'augmenter l'autonomie de la région. Une fois de plus, ni les arméniens ni les azéris ne sont satisfaits de ce nouvel état des choses.

Le 25 décembre 1989, une nouvelle explosion de violence secoue l'Azerbaïdjan à la suite de l'incendie d'une église. Les villages frontaliers et les quartiers arméniens des villes d'Azerbaïdjan sont attaqués. Les hommes sont tués ou mutilés, les femmes violées, les maisons pillées. Près de 500 000 arméniens vivant en territoire azéri quittent le pays en catastrophe. De peur de représailles, environ 200 000 azéris vivant en Arménie et au Karabakh en font de même.

Le 20 janvier 1989, le Soviet Suprême, prenant fait et cause pour l'Azerbaïdjan déclare l'état d'urgence et déploie ses troupes. Elle décrète la loi martiale dans le seul Karabakh et arrête les responsables du Conseil National arménien. Elle tire sur le cortège d'une manifestation à Stepanakert. Environ 5 à 6 000 hommes rejoignent les rangs d'une armée nationale arménienne, non reconnue par le Soviet Suprême. C'est une armée sans arme qui se bat pour défendre sa terre et son peuple. Le 31 janvier 1990,

pour la première fois Arméniens et Azéris entament des pourparlers sans user de la médiation de Moscou mais les négociations avortent mi-février.

Le 30 août 1991, l'Azerbaïdjan proclame son indépendance. Dès le 3 septembre, le Soviet du Karabakh proclame l'indépendance de la République du Haut Karabakh et organise des élections parlementaires. En dépit de l'obstination de l'Azerbaïdjan à ne pas vouloir la reconnaître, cette proclamation est néanmoins totalement légale car les dispositions de la loi soviétique spécifient, qu'en cas de sécession d'une république fédérale de l'URSS, les régions autonomes de cette république avaient le droit de se séparer à leur tour. Alors que les combats se poursuivent, toujours aussi violemment, en décembre 1992 le Karabakh organise un référendum qui obtient 99% de "oui". Sur cette base le Parlement adopte la Déclaration d'Indépendance.

En 1992, "l'Armée de Défense" du Haut Karabakh, après de très violents combats, brise le blocus azéri et réussit à créer un couloir entre le Karabakh et l'Arménie (couloir de Lachine) s'ouvrant ainsi sur l'Arménie et le monde. En réponse, l'Azerbaïdjan intensifie ses attaques contre la population civile et envahit le nord du Haut Karabakh.. Celle-ci aboutit à l'occupation par les troupes arméniennes de la partie occidentale de l'Azerbaïdjan séparant l'Arménie du Haut Karabakh. Cette défaite engendra d'importants troubles politiques. Dans le courant de l'année 1993, au nom d'une politique d'autodéfense, une vaste offensive arménienne et de l'armée du Karabakh, qui s'est aguerrie, repousse les troupes de Bakou et prend possession de villes azéries le long de la frontière.

- De la guerre au conflit.

Conclu sous la pression des Russes, le cessez-le-feu a pratiquement mis fin à cette terrible guerre qui a fait plus de 20 000 morts et 1 millions de réfugiés de part et d'autre¹¹. En revanche, sur le plan diplomatique, les deux parties n'ont toujours pas réussi, malgré les multiples tentatives de médiation russe et occidentales, à trouver l'ébauche d'une solution politique à un conflit vieux de sept ans, créant dans la région une situation dangereuse de "ni guerre ni paix".

¹¹ Rapport de la Commission européenne chargée des relations avec les pays Européens non-membres du 17 octobre 1994.

Le problème de la restitution à l'Azerbaïdjan des territoires occupés par les Arméniens en 1992 et 1993, 12 000 km² selon Bakou, constitue la principale pierre d'achoppement à tout projet de règlement du conflit. Les responsables arméniens se déclarent prêts à rendre tous les territoires du Haut Karabakh, sauf le corridor de Lachine, qui le relie à l'Arménie, et ce à la condition sine qua non que la communauté internationale garantisse à 100 % la sécurité des habitants de l'enclave.

Plus exigeants sont les nouveaux dirigeants de Stepanakert qui souhaitent pour leur part conserver – toujours pour des raisons de sécurité – le contrôle de certaines positions stratégiques de la périphérie de l'Artsakh, dont Kelbadjar, qui constituerait un second corridor avec l'Arménie. De son côté, le président azéri, Gueïdar Aliev, continue de préconiser le retour au statu quo ante assorti de quelques garanties.

Quant à la République autoproclamée de Stepanakert, qui, malgré l'opposition de Bakou, a été reconnue par le groupe de Minsk¹² comme l'une des trois parties prenantes au conflit, elle estime que tout sera réglé si l'Azerbaïdjan accepte de la reconnaître en tant que «deuxième État arménien». Ce que les Azéris rejettent catégoriquement, soulignant que cette République est une structure contraire aux normes internationales et qu'elle n'a donc pas d'existence légale. Non seulement la question du Haut Karabakh n'aura pas connu, en 1996, d'évolution sérieuse, mais, plus globalement, Bakou a semblé gérer avec difficulté une situation géopolitique complexe.

Ainsi, tout en refusant la présence russe sur ses frontières, Gueïdar Aliev tentait de maintenir un équilibre délicat entre la Russie, d'un côté, et les puissances occidentales et la Turquie de l'autre. C'est pourquoi les dirigeants de Bakou entendent miser sur le soutien que pourraient leur apporter les États-Unis en exerçant des «pressions amicales» sur l'Arménie: Washington a en effet montré un soudain intérêt pour les thèses azéries – entendons le pactole pétrolier de la mer Caspienne –, affirmant à plusieurs reprises que le Haut Karabakh fait partie de l'Azerbaïdjan et que les Américains s'opposeraient à toute modification des frontières de ce pays. Un point de vue partagé par les Russes, qui ne sont guère disposés à accepter une modification des frontières en Transcaucasie.

¹² Le groupe Minsk regroupe 11 États de l'OSCE en plus des deux belligérants : Azerbaïdjan, Arménie, Allemagne, Biélorussie, États-Unis, France, Italie, Russie, Suède, République tchèque et Turquie.

Par ailleurs, l'Azerbaïdjan n'est pas parvenu à surmonter les conséquences économiques de la fermeture de sa frontière avec la Russie, à la suite de la guerre en Tchétchénie. Et bien que le pays soit le plus riche des trois États de Transcaucasie en raison des énormes réserves de pétrole off-shore de son littoral, il reste pénalisé par une économie largement centralisée. Sur le plan de la politique intérieure, après l'échec d'une tentative de putsch en octobre 1994, l'état d'urgence est instauré. En mars 1995, une nouvelle tentative de coup d'État avorte. L'état d'urgence est prolongé et tous les partis d'opposition sont interdits. En novembre 1995 ont lieu de nouvelles élections législatives et un référendum constitutionnel. Entachés de nombreuses irrégularités, ceux-ci donnent une écrasante victoire au président Gueïdar Aliev. Les négociations sur la «république autoproclamée du Haut Karabakh» commencent en novembre 1995, mais butent sur le problème du «couloir» de Latchine qui sépare le Haut Karabakh de l'Arménie.

L'Arménie n'est pas épargnée par les conséquences de la guerre. L'instabilité politique interne est importante, alors que les faucons s'opposent aux colombes. Ainsi, en octobre 1999, le pays se retrouve décapité par un attentat où le premier ministre et le président du Parlement trouvent la mort. De plus, la situation économique de cet État enclavé n'a fait que se dégrader d'année en année. Il a vu ses frontières occidentales fermées par la Turquie, même après un relatif adoucissement de la position d'Ankara, tant les contraintes douanières sont restées fortes. Ses seuls débouchés sont la Géorgie, elle-même enclavée¹³ et qui entretient des relations fluctuantes avec l'Arménie, et l'Iran, par une route de très mauvaise qualité et dont la frontière est éloignée de Erevan. Avec 42 dollars par an et par habitant¹⁴, Erevan est le premier bénéficiaire de l'aide extérieure américaine et lui doit sa survie. Les chiffres ne sont pas si mauvais avec 12% de croissance. Mais repartie de presque rien, l'Arménie n'a toujours pas retrouvé son niveau de 1991.

L'Arménie est enfin confrontée au problème crucial que sont son hémorragie démographique et le vieillissement de sa population, ce qui ne fait que compliquer ses difficultés économiques. Les raisons en sont diverses et croisées. Entre 1995 et 2000,

¹³ La voie ferrée qui relie la Géorgie à la Russie passe par l'Abkhazie et est aujourd'hui fermée.

l'Arménie a enregistré une baisse de 12% de la natalité combinée à une augmentation de 0,3% du taux de mortalité, à quoi vient s'ajouter une chute des retours de la diaspora passant de 0,7% en 1995 à un taux négatif de 4% en 2000. Ces dernières années, sur une population totale d'environ 3,5 millions, 700 mille à 1 million d'Arméniens ont quitté leur pays pour trouver du travail, notamment en Russie.

e) La sinusoïdale des négociations.

En onze années, outre le fait que les nombreuses propositions de paix élaborées, notamment dans le cadre de l'OSCE, sont tour à tour refusées par l'Arménie, le Haut Karabakh ou l'Azerbaïdjan., les négociations connaissent de ombreuses évolutions où chaque avancée sensible correspond à des bouleversements politiques.

Ainsi, en 1996 et 1997, la réflexion porte sur la création d'un État commun à l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Quoiqu'il est facile d'envisager les difficultés potentielles pour la mise en place d'un tel statut, cette solution aurait offert l'avantage de sauver la face des deux partis.

En 1998, Ter Petrossian semble prêt à s'engager dans une négociation pas à pas avec un retrait des territoires occupés avant l'obtention de garanties sur le statut du Karabakh. Robert Kotcharian, alors premier ministre arménien, ourdit une véritable révolution de palais et pousse le président à la démission. La question du statut est alors à nouveau posé comme la ligne rouge des négociations.

En 1999, le schéma change et les avancées ralentissent. La nouvelle option étudiée est un échange de territoire entre les deux pays : le Haut Karabakh à l'Arménie contre un couloir, entre l'Arménie et l'Iran, qui relie l'Azerbaïdjan au Nakhitchevan. La conclusion d'un accord semble alors si proche que l'OSCE prévoit symboliquement sa signature lors du sommet d'Istanbul de novembre 1999. Deux semaines avant cette échéance, tous les espoirs sont ruinés par l'attentat d'Erevan, dont les circonstances ne sont pas encore tirées au clair. Il faut alors attendre 2001 pour que le processus soit relancé.

¹⁴ A comparer aux 34 dollars par an et par habitant que les États-Unis versent à la Bosnie-Herzégovine et 1,4 \$/an/hab pour la Russie (source : Le Monde – 7 mars 2003).

II - La croisée des chemins.

Dans ce Caucase qui s'est ouvert au monde à la suite de l'effondrement de l'empire soviétique, l'Arménie et l'Azerbaïdjan, donc le Haut Karabakh, occupent une position particulière. Mitoyens de pays aussi importants que la Turquie et l'Iran, ils sont à la croisée de deux axes. L'un va de Washington à Ankara, en passant par Bakou. L'autre relie Moscou à Tbilissi, Erevan puis Téhéran.

a) L'or noir et le bras de fer russo-américain.

La crise pourrait être simple à résoudre si l'Azerbaïdjan n'était pas une république relativement riche en pétrole et gaz, même si elle n'a perdu sa place de plus important producteur de pétrole au monde, qui était la sienne à la fin du XIX^{ème} siècle, et si les réserves en Caspienne avaient été surestimées. Chacun y veut sa part et est prêt à beaucoup pour y accéder. Ainsi, les Américains, soucieux d'éviter une évacuation trans-iranienne ou russe du pétrole, ont montré un intérêt nouveau pour la politique de Bakou relatif au conflit sur le Haut Karabakh, tandis que Moscou s'intéresse aussi de très près aux projets énergétiques dans le Caucase.

Dès 1993, quand l'Azerbaïdjan commence à négocier les contrats d'exploitation et les voies d'exportation du pétrole avec les compagnies occidentales, un enjeu politique se profile derrière les choix techniques : la sortie des trois États du sud Caucase, zone d'influence russe à laquelle ils ont appartenu durant deux siècles. Après l'effondrement de l'Union soviétique, les États-Unis sont vite passés, face à la nouvelle Russie, de la politique d'endiguement (« containment ») à celle de « roll-back » et entendent, quoiqu'ils en disent, faire reculer l'influence russe dans le Caucase.

L'ouverture, le 17 avril 1999, de l'oléoduc reliant Bakou, en Azerbaïdjan, au port de Soupsa, en Géorgie, sur la mer Noire, met fin à l'hégémonie russe sur l'exportation des hydrocarbures de la Caspienne. Soutenu par les européens et le projet TRACECA¹⁵, ce nouveau tracé met la Russie hors jeu.

¹⁵ TRACECA : Transport Corridor Europe Caucasus Asia : projet européen de développement d'un réseau de transport gazier et pétrolier.

Lorsque l'ancien directeur du bureau américain du Caucase et d'Asie centrale, M. Stephen Young, assure que Washington n'entend pas contester les intérêts de Moscou dans le Caucase, ses propos rassurants sont démentis par la réalité.

Le GUUAM¹⁶ contribue également à cette pression sur les marches de la Russie. La réunion qu'il a tenu à Washington en mai 2000, a surtout évoqué les questions militaires et de sécurité. De fait, l'Arménie reste, dans le Sud Caucase, le seul État de la communauté des États indépendants (CEI) intégré dans les organes de coopération militaire avec Moscou. L'assassinat de son premier ministre et du président de son Parlement, en octobre 1999, s'inscrit dans ce contexte. Les Occidentaux exercent une double pression sur Erevan : pour que les Arméniens fassent les concessions nécessaires au règlement du conflit qui les oppose à l'Azerbaïdjan sur le Haut Karabakh et pour qu'ils choisissent le Main Export Pipeline (MEP), l'oléoduc destiné à exporter le pétrole de la Caspienne vers le port turc de Ceyhan.

Si le bras de fer pétrolier prend une telle importance, c'est bien sûr que l'envol des cours du brut rend toute nouvelle zone de production particulièrement précieuse. Mais l'administration américaine a également contribué à faire monter les enchères en politisant le dossier. Nul hasard si la Central Intelligence Agency (CIA) a, selon les experts, présenté le rapport le plus optimiste mais totalement irréaliste sur les réserves de la zone Caspienne. Les pressions exercées par Washington et Ankara sur les compagnies, afin que celles-ci cofinancent le passage de l'oléoduc via la Géorgie et la Turquie et non via l'Iran ou la Russie, trahissent la priorité donnée aux objectifs politiques sur les intérêts économiques. En effet, il n'y a actuellement pas assez de brut pour rentabiliser la construction et l'exploitation de cet oléoduc.

Cependant, l'oléoduc nord, qui relie Bakou au port russe de Novorossiisk, a fait l'objet, dès son ouverture en avril 1999, d'attaques en territoire tchéchène, au point qu'il fut momentanément fermé. Puis, en août, les combattants tchéchènes de MM. Chamil Bassaev et Khabib Abd Ar-Rahman Khatab intervinrent au Daghestan : ces opérations visaient bien plus que l'indépendance tchéchène. En proposant la création d'un Etat islamique commun avec le Daghestan, les radicaux reprenaient un projet vieux d'un ou deux siècles et qui affaiblirait considérablement tout le flanc sud de la Russie. A défaut

du soutien des Daghestanais et des autres peuples nord caucasiens, qui se méfient des velléités hégémoniques des Tchétchènes, ces derniers ont trouvé des appuis dans le monde musulman et peut-être au-delà - encore que l'essentiel de leurs armes soit « fourni » par les soldats russes eux-mêmes.

Prompts à stigmatiser le rôle des « organisations terroristes internationales », les Russes ne sauraient s'étonner de ces interventions dans la région la plus sensible de leur Fédération. Ainsi, sous la présidence de M. Boris Eltsine, ils ont systématiquement exploité les conflits en Abkhazie, en Ossétie et au Karabakh pour tenter de préserver leur influence dans la région, et notamment pour contraindre l'Azerbaïdjan et la Géorgie à entrer dans la CEI en 1993. Sans parler des deux guerres en Tchétchénie, où rien ne peut justifier l'ampleur des violences commises contre les populations civiles.

Le retour à la paix implique donc de véritables négociations politiques, afin que le Caucase puisse retrouver sa prospérité d'autrefois. L'opposition montante entre un axe est-ouest (Azerbaïdjan, Géorgie, Turquie, Etats-Unis) et un axe nord-sud (Iran, Arménie, Russie) ne lui est guère plus favorable que l'enfermement d'hier dans une Union soviétique qui verrouillait sa frontière sud. Pour intégrer ces deux axes, il faut renoncer aux stratégies visant à exclure l'un des acteurs - quel qu'il soit – du fameux « grand jeu ».

b) La Russie handicapée par le conflit Tchétchène mais à la recherche du maintien de son influence.

Pour la Russie, le différend entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan ne peut être étudiée isolément du reste du Caucase. La période est particulièrement troublée et déstabilisante pour tous les pays de la région ainsi que la Russie qui voit son influence reculer dans la région.

En effet, si les autonomistes arméniens obtiennent gain de cause, leur exemple risque de faire des émules dans un Caucase truffé de communautés minoritaires. Un officiel géorgien s'interrogeait : «Si l'indépendance du Haut Karabakh est reconnue, pourquoi pas celle de l'Abkhazie, de la Tchétchénie voire de la Sibérie ?»

¹⁶ Le GUUAM regroupe la Géorgie, l'Ukraine, l'Ouzbékistan, l'Azerbaïdjan et la Moldavie.

D'une part, Moscou estime que sa présence est nécessaire pour que les guerres ne ravagent les jeunes républiques et elle ne semble pas pressée de régler les choses. De plus, la Russie a toujours été en faveur d'une plus grande autonomie pour le Haut Karabakh, alors que pendant la période soviétique, Moscou arbitrait généralement en faveur de Bakou, estimant que Erevan représentait un risque. Il est permis de penser qu'elle laisse perdurer cette situation de statu quo pour que les gains arméniens deviennent un fait accompli et ainsi redonner le Haut Karabakh à Erevan.

D'autre part, Moscou risque de perdre de son influence en cas de règlement du conflit, lequel engendrerait très certainement un reflux russe. Sa grande hantise est de voir s'affaiblir l'axe Moscou-Erevan-Téhéran au profit de l'axe Bakou-Tbilissi-Washington. Si la Russie a un intérêt dans le non-retour du Haut Karabakh aux Azéris, ce qui rendrait Bakou totalement indépendante, la cession définitive de l'enclave à Erevan signifierait pour Moscou la perte d'un allié (Bakou) potentiellement important. Le dilemme est donc lourd.

Les Russes ne renoncent pas à l'idée de profiter largement des subsides de l'exploitation des gisements pétroliers dans la république car toute cette zone est une zone d'intérêt vitale pour la Russie. Si le président Eltsine, en son temps, avait demandé à la communauté internationale « de conférer à la Russie les pouvoirs qui lui permettent d'être garante de la paix et de la stabilité dans l'espace ex soviétique », Moscou entend encore aujourd'hui jouer le rôle « d'étranger proche » et scande qu'elle est la seule capable de régler les conflits ethniques.

Malgré tous ses efforts, la Russie n'a néanmoins pas vraiment réussi à s'opposer à une montée de l'influence américaine.

c) La Turquie, un soutien calculé.

La position turque est souvent complexe, voire ambiguë, dans une Transcaucasie qui, pour elle, est également une zone d'intérêt stratégique. Si elle affiche un soutien à l'Azerbaïdjan fondé sur les liens historique et la communauté de langue et de religion, sa motivation est surtout anti-arménienne. Les mauvaises relations et tensions, maintenant historiques, entre elle et l'Arménie sont une évidence et Ankara refuse toujours d'établir

des liens diplomatiques avec Erevan. Il est, par ailleurs, permis de penser qu'elle a participé au blocus des lignes de communications arméniennes.

Certaines périodes auraient pu cependant permettre un rapprochement. L'Arménie n'a jamais été aussi bien disposée vis à vis d'Ankara qu'en 1995 et 1996. Le président Ter Petrossian avait conscience qu'il y avait là une possibilité de désenclavement, notamment par la construction d'un pipe-line passant par la Turquie. Mais cette dernière n'a jamais accepté de dissocier la question de ses relations avec Erevan de la question du Haut Karabakh. L'occasion a été manquée et il est peu envisageable qu'elle se renouvelle sous peu. A la différence de Ter Petrossian, l'actuel président de l'Arménie, Robert Kotcharian a mis la question de la reconnaissance du génocide sur l'agenda de la politique étrangère arménienne, ce qui lui a permis d'emporter des succès auprès de l'Union européenne, en France et aux États-Unis. Il n'a cependant pas fait mention d'une volonté d'obtenir des réparations, dédommagements ou compensations territoriales. Les relations s'en sont néanmoins refroidies.

Par ailleurs, même si Ankara a, à plusieurs reprises, déclaré officiellement que "la Turquie et la Russie n'étaient plus rivales pour imposer leur influence dans la région mais des partenaires pour le rétablissement en commun de la sécurité", de nombreuses divergences subsistent, notamment sur la question d'une éventuelle force de rétablissement de la paix. La Turquie s'oppose ainsi à la proposition russe d'y déployer ses troupes et défend sa préférence pour une force bipartite ou multinationale.

Aujourd'hui la Turquie veut profiter de la manne pétrolière et est à la recherche d'un rôle plus important dans le sud Caucase. Elle sait qu'elle ne peut y parvenir qu'en aidant les partis en conflit et en augmentant son prestige dans la région mais que cela passe aussi par une normalisation de ses relations avec l'Arménie.

d) Le paradoxe iranien.

L'Iran entretient dans la région une relation pour le moins paradoxale. La logique religieuse et démographique voudrait qu'il soutienne Bakou car les deux pays sont à majorité chiite et l'Iran comprend une très forte minorité azérie. Pourtant, c'est Erevan qui entretient les meilleures relations avec son voisin du sud.

L'Iran présente généralement cette singularité sous un angle plutôt humanitaire, pour ne pas écrire humaniste. Il est, juste avant celui de la Géorgie, le principal axe de désenclavement de l'Arménie, même si les axes de communication sont relativement limités entre les deux pays.

En réalité, il est permis de penser que sa position ne sont pas toujours aussi désintéressée. En effet, son soutien à l'Arménie lui permet de concurrencer le jeu de la Turquie, ce que soutient activement Moscou. Une autre conséquence est l'entrave ainsi créée au débouché économique que le pétrole offre à l'Azerbaïdjan, autre pays que l'Iran n'a pas toujours d'intérêt à voir décoller. De plus, le fait de soulager le fardeau russe, qui a la charge de subvenir aux besoins énergétiques et économiques de l'Arménie même en tant de guerre, a permis de créer un rapprochement considérable entre Téhéran et la Russie.

Toutes ces raisons font que l'Arménie juge vitale le maintien de sa continuité territoriale avec l'Iran. Il en va de sa survie économique et de sa capacité à pouvoir s'opposer efficacement aux visées turco-azéries.

Mais l'Iran n'est pas membre de l'OSCE et donc du groupe de Minsk, ce qui limite quelque peu sa capacité à peser. Son rôle a connu un essor à l'issue de la conférence Key West, petite ville de Floride où s'est tenue le 1^{er} avril 2001 une conférence qui peut être qualifiée de charnière dans le processus de négociation. Il y a été décidé que l'Iran, qui n'est pas membre de l'OSCE et donc du groupe de Minsk, serait désormais "tenu étroitement informé des efforts internationaux". Monsieur Cavanaugh, représentant américain de la co-présidence, déclarait que l'Iran est "un acteur important dans cette région". La France a de plus joué un rôle particulier dans les contacts avec la république islamique, au travers de monsieur Philippe de Suremain qui était alors ambassadeur de France à Téhéran, puis a quitté quelques semaines plus tard son poste pour occuper le siège français de la co-présidence du groupe de Minsk.

Téhéran devient donc un acteur régional important pour la résolution de la question du statut du Haut Karabakh.

e) L'OSCE impuissante - le groupe de Minsk.

A la suite de l'adhésion simultanée de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan à la CSCE , celle-ci a vu se créer en son sein un groupe, informel à ses débuts, dont l'objet était de favoriser le dialogue entre les parties. Pour la première fois, la CSCE, puis OSCE, était confrontée à un conflit qui opposait deux de ses membres.

En février 1992, la tenue d'une sommet extraordinaire a décidé de l'organisation d'une conférence de paix qui devait se tenir à Minsk le plus rapidement possible. Cette conférence n'a jamais eu lieu du fait du déclenchement du conflit armé. Seuls onze pays et les parties prenantes au conflit étaient concernés par cette conférence. Ils ont ensuite pris l'habitude de se réunir et commencé à s'organiser. Les premières années, la présidence était simple, italienne puis suédoise, avant de devenir bicéphale en 1994, avec la Finlande et la Russie. Depuis 1997, la présidence est partagée entre trois États : les États-Unis, la Russie et la France.

La participation de la France correspond à une redécouverte de la région et à la réponse à la demande arménienne, avec laquelle elle entretient des liens forts. Elle a également la volonté de peser plus en Azerbaïdjan qui l'accusait généralement de partialité pro-arménienne. La France a voulu ainsi faire la démonstration de sa neutralité.

La Russie et les États-Unis ont une position pour le moins équivoque. Alors qu'ils s'opposent dans une course à l'influence et aux ressources énergétiques. Le groupe de Minsk, si mal nommé puisqu'il ne s'y est jamais réuni, n'est resté qu'une instance de discussion. Les deux plus importants médiateurs se neutralisant plus qu'unissant véritablement leurs efforts, il n'a pas pu exercer d'influence sur les parties pour les amener à trouver une issue, honorable pour les trois partis, à cette situation de quasi pourrissement. Le président Heydar Aliiev en a d'ailleurs fait le reproche alors qu'il s'apprêtait à rejoindre Key West. Il déclarait que les trois pays co-présidents "auraient dû exercer une influence plus efficace sur le processus de négociation".

Dans ce cadre, la France occupe une place particulière au sein de la co-présidence car, contrairement aux deux autres États qui co-président, elle n'a pas

d'ambitions politiques et économiques très fortes dans cette région. Elle est devenue une sorte de médiateur dans la médiation.

Le groupe de Minsk ne peut donc pas agir en tant que force de proposition pour la mise en place d'une solution qui satisfasse le plus grand nombre. Il est donc à la fois un observatoire des évolutions de la situation et met en place les conditions nécessaires aux discussions entre les présidents arméniens et azerbaïdjanais. L'un des exemples de sa relative impuissance est celui de son incapacité à convaincre Bakou de permettre au Karabakh de participer aux discussions, alors que ce dernier prône qu'ils n'accepteront pas une solution qu'ils n'auraient pas négociée.

L'OSCE a cependant anticipé, avec un certain optimisme, l'avenir puisque, dans l'attente de la conclusion des négociations, elle a achevé la planification de sa première opération de maintien de la paix. L'Union européenne pourrait en être le maître d'œuvre.

"Le processus de négociation sur le Haut-Karabakh au sein du Groupe de Minsk de l'OSCE est généralement considérée comme un exemple du rôle utile que joue cette organisation dans le domaine de la gestion des conflits"¹⁷.

¹⁷ Ce jugement est celui que fait le conseil de l'Europe sur l'action de l'OSCE.

III - Quel avenir pour le Haut Karabakh ?

Aujourd'hui, tout bloque encore la résolution de ce conflit. Malgré le problème de la non-reconnaissance du Karabakh comme un partenaire dans les négociations, certaines avancées offrent un peu d'optimisme, à la condition que la Russie assume la responsabilité qui est la sienne et qu'une entente s'établisse autour des deux principales pierres d'achoppement.

a) Jeu à deux ou à trois ?

L'Azerbaïdjan refuse catégoriquement de voir le Haut Karabakh participer aux discussions pour le règlement du conflit. L'accepter équivaldrait à le reconnaître effectivement indépendant, ce qui annulerait ainsi tout motif de négociation. Tout le problème réside donc dans ce paradoxe. Quoiqu'il puisse être défendu par l'un ou l'autre, il n'y a plus deux mais bien trois partis et Stepanakert, bien qu'absent de la table des négociations, entend demeurer responsable de son avenir.

Le Haut Karabakh n'entend pas se laisser dicter les conditions d'un retour à la paix. Lors d'un entretien, le représentant de la république autoproclamée a affirmé que "les négociations actuelles entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan ne pouvaient porter que sur les conditions de la participation du Karabakh aux négociations". La stratégie de Stepanakert continue ainsi à tergiverser sur les négociations.

Son objectif ultime semble être une reconnaissance de l'enclave comme un nouveau pays et, en aucun cas, devenir une énième province de l'Arménie. Il est probable que l'un des éléments de cette volonté de plus en plus affirmée d'une indépendance totale, trouve une de ses origines dans les représentations que le Karabakh a dans chacune des capitales de la co-présidence.

Graduellement, Erevan a donc peu à peu perdu de l'autorité qu'elle avait sur cette région. Il apparaît maintenant plus juste se penser qu'il exerce tout au plus une influence. Même Robert Kotcharian, l'ancien libérateur, n'est plus, au moins officiellement, reconnu comme le porte-parole du Karabakh. Erevan est contraint de reconnaître l'autorité indépendante de Stepanakert.

La partie ne semble pas gagnée pour les deux principaux négociateurs. Si la voie de règlement devait se faire jour, Moscou devra veiller à ce que l'Arménie parvienne à raisonner les dirigeants du Karabakh afin que chacun sauve la face dans cette histoire qui n'en finit plus.

b) Une pseudo indépendance encore bien fragile.

Bien que le gouvernement du Haut Karabakh ait fait tout son possible, à ce jour, ce pays n'est toujours pas reconnu par les instances internationales et, malgré les promesses d'autonomie faites par monsieur Gueïdar Aliev, vit dans la crainte de faire les frais d'un compromis entre Bakou et Erevan, redoutant plus particulièrement que les quelques 50 000 réfugiés azéris ne reviennent sur le plateau. Aussi, les troupes du Karabakh occupent toujours une partie du territoire azéri, tandis que les autorités du Haut Karabakh affirment que le respect du cessez-le-feu doit plus à l'équilibre militaire qu'à une volonté de sortie de crise pacifique de son voisin.

Le révélateur de la pseudo indépendance du Karabakh est bien le mode actuel de déroulement des négociations. Le paradoxe est que, s'il y a de fait trois parties intéressées, seuls deux états négocient l'avenir de cette petite région. L'Azerbaïdjan, au nom de sa souveraineté sur l'ensemble de son territoire, refuse que le Haut Karabakh s'assoit à la table des négociations et la communauté internationale ne peut le faire fléchir.

La fragilité tient également des difficultés économiques que connaît le Haut Karabakh. Depuis leur déclaration unilatérale d'indépendance, ils subissent un blocus économique strict, imposé par Bakou qui maintient fermée la route qui relie Stepanakert à l'Azerbaïdjan. De plus, parce reconnue officiellement par la seule Arménie, l'enclave ne peut prétendre à aucune aide internationale. Son budget est donc en grande partie supporté par Erevan. Ses maigres ressources sont enfin grevées par l'entretien d'une armée "hypertrophiée".

Dans ce contexte, la république du Haut Karabakh espère plus que tout autre la résolution de la question de son statut, à laquelle est intimement liée sa reconnaissance par la communauté internationale. et donc les aides qu'ils pourraient recevoir d'elle, ainsi que l'arrivée de capitaux étrangers.

Mais la sortie du tunnel semble encore lointaine, tant sont encore opposés les objectifs de Bakou et de Stepanakert.

c) Key West, peut-être une des clés de la paix...

Le schéma actuel des négociations est celui des "nouvelles propositions globales" définies à Paris puis Key West en 2001 et qui ont permis de "passer du stade des concepts à celui des documents écrits".

A l'occasion de l'adhésion de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan au Conseil de l'Europe et à l'initiative du président Chirac, lors des rencontres de janvier et mars 2001 à Paris, une nouvelle tentative de mise en place des paramètres de règlement du conflit a donné un nouvel élan. Il s'est concrétisé lors de la conférence Key West, présidée par le président Georges W. Bush, en avril de la même année. Sans toutefois y apporter de réponses, un accord a été trouvé sur la mise à plat de cinq critères de résolution du différend arméno-azéri:

- la question du statut pour le Haut Karabakh ;
- celle de la liaison, sans préciser son statut, entre l'Arménie et le Haut Karabakh ;
- mais aussi entre l'Azerbaïdjan et le Nakhitchevan ;
- la question du statut pour la ville de Chouchi ;
- enfin, le problème du retour des réfugiés et personnes déplacées.

Il est difficile de connaître avec précision la teneur des discussions car , tout au long de la rencontre, les délégations ont souligné que, lors de précédentes discussions sur de possibles compromis politiques ou territoriaux, des "fuites" s'étaient traduites par un regain de tensions sur le terrain, et que les deux présidents devaient compter sur des opinions publiques particulièrement sensibles. Toutefois, l'ambassadeur Carey Cavanaugh, médiateur américain, a déclaré que "les progrès réalisés ont été plus importants que prévus". De son côté, Jean-Jacques Gaillarde, représentant la France, a assuré que les deux pays étaient "beaucoup plus proches de la paix qu'ils ne l'étaient avant la conférence". Enfin, le négociateur russe, le vice-ministre des Affaires étrangères Viacheslav Troubnikov, a également estimé que le travail effectué avait été "difficile mais très satisfaisant".

De retour dans leur pays, chaque protagoniste en a fait sa propre lecture et interprétation. Le pouvoir arménien, qui a une mentalité d'assiégé favorisée par le fait que son président, Robert Kotcharian, est celui qui a mené le Haut Karabakh à la victoire, s'est montré très optimiste. Pour leur part, les azerbaïdjanais se sont rendus compte que le temps joue en leur défaveur, contrairement à ce qu'ils croyaient initialement, estimant que le maintien du statu quo se solderait inévitablement par une indépendance et une reconnaissance de fait. De plus, le fait que la solution tarde à émerger ralentit d'autant le projet pétrolier et d'oléoducs, sans doute le plus important du monde et essentiel pour le redémarrage de l'Azerbaïdjan

d) La Russie, une responsabilité majeure.

Même si, officiellement, la Russie n'occupe plus le Caucase du sud, il reste encore des troupes installées en Azerbaïdjan qui portent ostensiblement des insignes russes, notamment du ministère de l'intérieur russe pour les gardes-frontières. Ce fait révèle certaines contradictions quant au rôle que prétend et que peut jouer Moscou et des incompréhensions qu'elles suscitent.

Certains prêtent à la Russie un rôle pernicieux. Ainsi, Wafa Goulizade, ancien conseiller du président Aliev et proche des États-Unis et de la Turquie, l'accuse de profiter de la situation actuelle pour "pénétrer davantage au Caucase comme naguère l'URSS au Proche -Orient" et que, n'arrivant pas à changer de stratégie, "elle se comporte comme la Russie tsariste". Non seulement soutenu par une partie de l'intelligentsia de Bakou, ce point de vue est également partagé par les gouvernants géorgiens, selon lesquels " la pensée impériale prévaut à Moscou". La Russie n'aurait alors pas d'intérêt à voir une rapide résolution du conflit, d'autant qu'elle ne serait pas en mesure de soutenir financièrement la forte croissance économique qui ne manquerait pas de suivre un accord entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

D'autres lui trouvent des motivations inverses. Sa capacité à contribuer à un retour rapide de la paix lui garantirait un retour en force dans la région. Elle bénéficierait alors d'un accès aux ressources énergétiques de la Caspienne et pourrait à nouveau déployer des troupes jusqu'aux frontières de l'Iran, voire un très puissant centre d'écoutes internationales sur le territoire de l'Azerbaïdjan. un diplomate occidental

déclarait que "la situation est propice à un retour d'influence des Russes" et qu'ils "ont des ambitions légitimes et du temps devant eux".

Quoiqu'il en soit, Moscou sait que principal danger réside dans la stagnation du conflit actuel et dans le risque d'une reprise des affrontements armés. Dans un tel cas, il est certain que les Russes interviendraient, malgré tous les risques que cela comprend. L'histoire récente et l'actualité de la région, comme la Tchétchénie, montrent qu'il serait difficile voire impossible d'étouffer longtemps le feu d'une telle poudrière. Il est à craindre que cela dégénèrerait et qu'il s'en suivrait une montée, de part et d'autre, des nationalismes. Tout le Caucase pourrait alors s'enflammer.

Une certitude est qu'un règlement ne se fera pas sans un engagement fort et une solide caution de la Russie. Si dans ce conflit gelé, "le micro-ondes est à Erevan", il est également à Moscou.

e) Les deux épines

Parmi tous les motifs de discorde et de blocage, les villes de Latchine et de Chouchi sont l'objet d'une vive opposition d'intérêts entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

En effet, Latchine, qui n'est en principe qu'une simple bourgade, est surtout devenue l'un des succès de l'armée du Karabakh et "symbolise la résurrection du peuple arménien". Elle est également un point stratégique car elle commande une route qui accède au Karabakh. A la suite des combats, le retour à un calme relatif a suscité une colonisation arménienne de Latchine et de sa région, soutenue financièrement par les instances représentatives du Karabakh. La population serait ainsi passée de quatre mille à douze mille habitants¹⁸. L'objectif de cette colonisation à l'israélienne est de doubler la population de la région et de tirer profit des ressources agricoles.

Par cette politique, le gouvernement du Haut Karabakh montre qu'il ne compte pas quitter cette région qui, sur le plan du droit international, appartient pourtant à l'Azerbaïdjan. Elle est considérée essentielle, ne serait-ce que pour garder le lien avec la grande sœur arménienne.

¹⁸ Estimation d'Alexan Hagopian. Historien spécialiste des migrations arméniennes, ex-membre du Comité Karabakh, il est le député et gouverneur de la région de Latchine.

Par ailleurs, Chouchi fait l'objet de la même divergence de vues entre les protagonistes. Pour les arméniens, elle est la "ville des églises, des intellectuels et des héros"¹⁹. Alors qu'elle porte encore les cicatrices des nombreux combats passés, cette ville, qui fut la troisième de Transcaucasie au début du XX^{ème} siècle, est aujourd'hui la "Jérusalem du Caucase". Pour les Arméniens du Karabakh, elle est présentée comme la capitale d'origine de leur région, tandis que les Azerbaïdjanais se déclarent très attachés à cette ville, encore composée à 80% de musulmans azéris à la chute de l'Union soviétique et depuis réfugiés dans la région de Bakou. Les Arméniens qui y vivent maintenant ne sont pas assez nombreux pour cette ville qui semble donc quasi déserte.

Plusieurs solutions ont été proposées de part et d'autre pour tenter de réconcilier les deux peuples. L'un d'entre eux consiste en une co-gestion de la ville, placée sous un statut particulier, sorte de zone franche n'appartenant en plein à aucun pays. Si cette option peut sembler la plus consensuelle, il est cependant peu probable qu'elle voit le jour, tant le gouvernement du Haut Karabakh y est opposé, se déclarant capable d'y garantir la sécurité de tous en cas de retour des musulmans.

Ces deux villes sont donc au centre des discussions entre Arméniens et Azerbaïdjanais et font aussi l'objet d'une attention toute particulière de la part des trois membres de la coprésidence du groupe de Minsk, tout spécialement pour Chouchi.

Elles ne sont certes pas les seules pierres d'achoppement à la résolution du conflit. Elles sont néanmoins des épines dans les pieds de ceux qui essaient d'avancer vers la paix.

¹⁹ Le Haut Karabakh a fourni au tsar les chefs de son armée et à l'URSS envahie par Hitler «21 martyrs contre un seul pour l'Azerbaïdjan».

De nouvelles perspectives.

Dans un contexte difficile et complexe, de nouvelles initiatives offrent des perspectives à la paix.

L'une d'elles est le partenariat pour la paix, mis en place et soutenu par l'OTAN. A la demande de ses États membres, le conseil de l'Atlantique Nord a accueilli l'Arménie et l'Azerbaïdjan dans le cadre de ce programme. Le but est de promouvoir la paix, au moins la stabilité, dans cette région et de favoriser un rapprochement des deux pays et de la amener à mieux travailler ensemble. Jusqu'à présent, Erevan et Bakou ont tous deux participé à des exercices dirigés par le commandement interarmées sud-est (Joint Command South East – JCSE) installé à Izmir, en Turquie. En 2004, il est prévu d'effectuer un de ces exercices sur le territoire arménien, exercice auquel l'Azerbaïdjan n'a pas refusé de participer, du moins pas encore. Si, grâce à cette initiative, des avancées sont obtenues, bon nombre d'observateurs y verraient un signe fort de victoire américaine. Le raccourci serait pour le moins rapide et hasardeux.

L'Europe y multiplie également les actions en faveur d'un retour à la paix, que ce soit au travers du projet TRACECA ou par l'appui qu'elle apporte à la médiation menée par l'OSCE. Son intérêt est en effet de favoriser une coopération fructueuse avec les pays du Caucase. Compte tenu de leur présence à l'OSCE et leur adhésion au partenariat pour la paix, ces pays pourraient, à terme, devenir d'importants partenaires commerciaux et fournisseurs en ressources énergétiques. Soucieuse d'y voir un règlement pacifique du conflit, elle soutient activement les efforts de l'OSCE. Sans préjuger de l'avenir et des conditions auxquelles serait soumis un éventuel accord de paix, elle étudie l'option de déploiement, sous son égide, d'une force multinationale de maintien de la paix. Ce pourrait être la première opération véritablement européenne dans le cadre des missions dites de Petersberg.

Quelques soient les initiatives des uns ou des autres, les perspectives de règlement de ce conflit pourraient émerger à la seule condition d'inverser toutes les raisons évidentes de blocage.

En premier lieu, le jeu des puissances régionales doit changer pour contribuer à un retour de la stabilité. Les enjeux individuels doivent s'effacer devant celui collectif

du décollage économique et du développement durable de la région. La prise de conscience de la primauté de ce principe serait de nature à inciter les deux principaux protagonistes à trouver la voie de la réconciliation.

D'autre part, il faut résoudre le problème des diasporas ou au moins les voir changer d'attitude. Laisser se perdurer la situation de ces populations n'aide pas à la sérénité des négociations. De plus, celle du Karabakh doit plus clairement encore afficher sa position quant à un rattachement ou non à l'Arménie. De son côté, la diaspora arménienne doit cesser de l'utiliser comme vitrine pour lever des fonds.

Enfin, les parties doivent s'interroger honnêtement sur ce qu'elles ont à gagner ou à perdre dans cette sortie de crise. Elles doivent également se réconcilier sur le rôle du temps et comprendre qu'il ne joue jamais en leur faveur, quoique les vues à court terme peuvent laisser penser. Pour l'Arménie, le prolongement de sa situation d'enclavement lui est extrêmement préjudiciable. Les expédients qui lui permettent de survivre et son pari sur l'éducation ne lui permettront pas de sortir du marasme actuel. Elle a un besoin crucial de sortir de cette situation afin de pouvoir développer de véritables coopérations régionales. De son côté, Bakou devra faire œuvre de courage pour présenter à son peuple une solution toute aussi inacceptable qu'inévitable. Enfin, les Américains et les Russes doivent s'engager plus fortement tout en veillant à garder un équilibre entre les deux axes d'influence. Ainsi, Vladimir Poutine déclarait qu'il "ne doit pas y avoir de gagnant dans le règlement du conflit, il ne faut pas non plus de perdant".

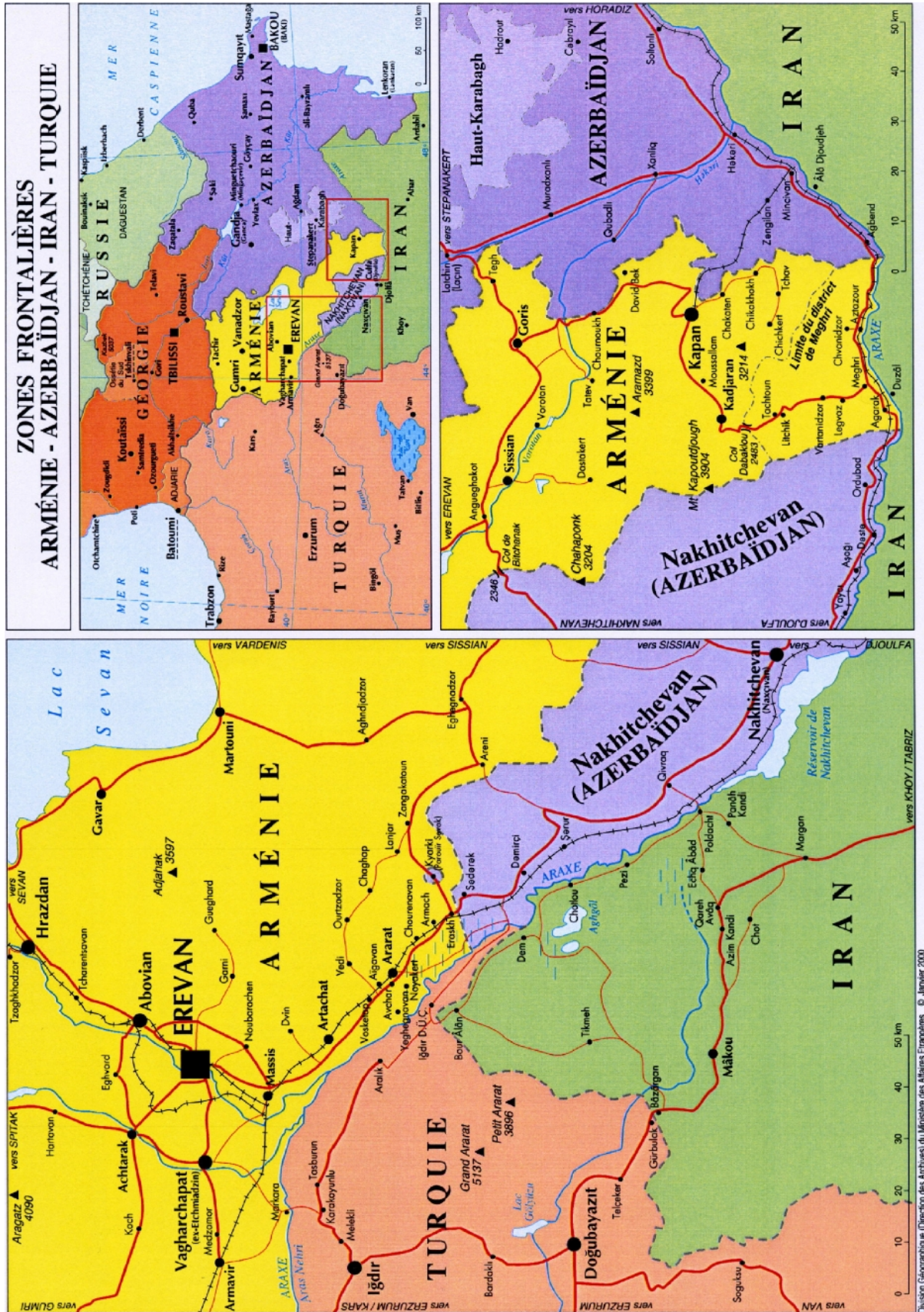
Le déclencheur pourrait être les élections récentes en Arménie, avec la réélection massive de Robert Kotcharian²⁰, et actuelles en Azerbaïdjan, qui devraient voir le renouvellement du mandat de Gueïdar Aliev. Cette nouvelle légitimité devrait leur permettre de faire avancer le dossier et de convaincre leurs peuples de la nécessité de faire des concessions.

Ils doivent prendre en mains leurs destinées, d'autant que depuis le 11 septembre 2001, les relations russo-américaines ont évolué et que ce dossier n'est actuellement plus prioritaire sur l'agenda des États-Unis.

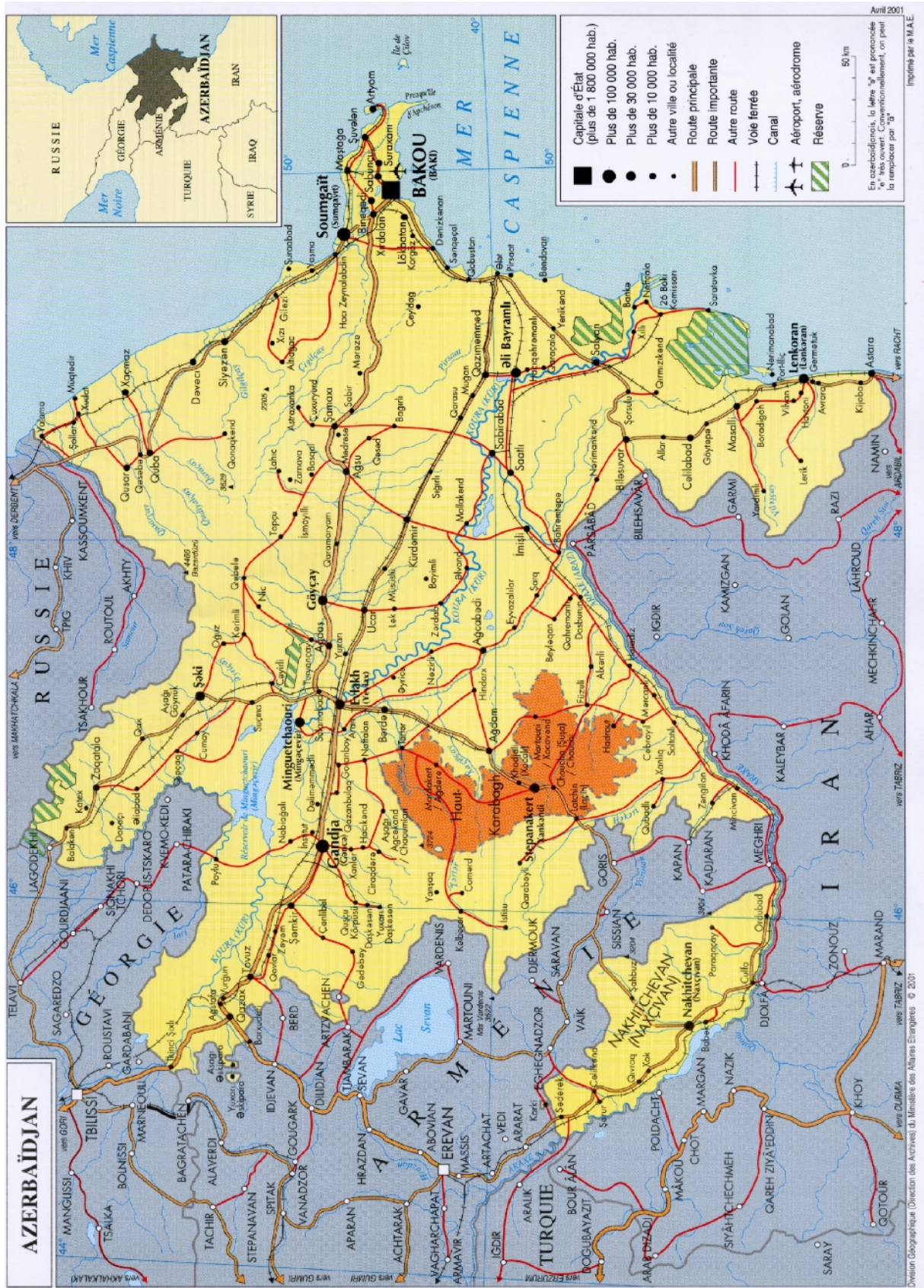
²⁰ R. Kotcharian a été réélu le 5 mars 2003 avec plus de 65% des suffrages.

ANNEXES

Les Frontières entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan



L'Azerbaïdjan



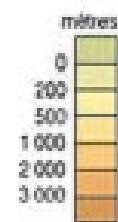
Le Haut-Karabakh



Les conflits du Caucase :



- ★ Conflit armé
- Oléoducs
- Frontière gardée par des forces mixtes (russes et nationales)
- Présence militaire russe en dehors de la Fédération de Russie
- ▨ Territoires azérbaidjanais occupés par les forces arméniennes



Une mosaïque de peuples :



Famille indo-européenne

- Slaves (Russes et Ukrainiens)
- Arméniens
- Grecs

GROUPE IRANIEN

- Kurdes
- Ossètes
- Tates et Judéo-Tates
- Taléchi
- Goulanis

Famille caucasique

NORD-CENTRE

- Tchétchènes
- Ingouches

NORD-OUEST

- Abkhazes et Abazes
- Kabardes
- Circassiens (Tcherkesses et Adyghés)

NORD-EST

- Daghestanais :
- 1 Avars
- 2 Darguines
- 3 Lesghiens
- 4 Laks
- 5 Tabassarans
- 6 Routoules
- 7 Agouls
- 8 Tsakhours

SUD (KARTVÈLE)

- Géorgiens
- Mingrétiens et Svanes

Famille altaïque

GROUPE TURC

- Azéris
- Karatchaïs
- Balkars
- Nogaïs
- Koumyks
- Turcs

GROUPE MONGOL

- Kalmouks

Bibliographie

~ Haut Karabakh :

LAPIERRE, Jean-William - Le pouvoir politique et les langues - PUF, 1988.

LIPIANSKY, E.M - Identité-identités - Numéro spécial de Science Humaines, n° 15, dec. 1996, jan. 1997.

PLASSERAUD, Yves - Les minorités - Montchrestien, clés, 1998.

SMITH, Graham, The post-soviet States, mapping the Politics of transition - Arnoïd, Londres, 1998.

SMITH, Graham, LAW, Vivian, WILSON, Andrew - Nation-building in the post-soviet Borderlands The Politics of national Identity - Cambridge University Press, 1998.

MICHEL, Patrick - Politique et religion - A.Michel, 1994.

DUNCAN Raymond W. & HOLMAN Jr. Raul G. - Ethnic Nationalism and regional conflict. The Former Soviet Union and Yugoslavia - Westview Press, Boulder, 1994.

ROUX Michel (Etudes coordonnées par) - Nations, État et territoire en Europe de L'Est et en URSS - L'Harmattan, 1992.

JEAN RADVANYI, PHILIPPE REKACEWICZ - Conflits caucasiens et bras de fer russo-américain.

~ Haut Karabakh :

Assemblée parlementaire de l'OSCE

Allocution du ministre des Affaires étrangères, M. Hubert Védrine
(Paris, 6 juillet 2001)

<http://www.diplomatie.gouv.fr/actual/evenements/OSCE/osce060701.html>

Prochaine "élection présidentielle" dans le Haut Karabakh
déclaration de la présidence au nom de l'union européenne
(Bruxelles, 2 août 2002)

<http://www.diplomatie.gouv.fr/actual/declarations/bulletins/20020805.html#Chapitre8>

Entretien du secrétaire d'état aux affaires étrangères, m. Renaud Muselier
avec le quotidien azerbaïdjanais "Echo"

- extraits -

(Bakou, 1er octobre 2002)

<http://www.diplomatie.gouv.fr/actual/declarations/bulletins/20021007.html>

Articles sur le Nagorno-Karabakh

http://www.umd.umich.edu/dept/armenian/facts/k_articl.html

Conseil de l'Europe

Résolution 1047 (1994) sur le conflit du Haut-Karabakh

Rapporteurs: Mr PFUHL, Germany, Socialist Group and Mr SOLE TURA, Spain, Socialist Group

17 October 1994

<http://stars.coe.fr/documents/workingdocs/doc94/edoc7182.htm>

Nagorno-Karabakh journal

<http://www.documentaire.com/caucasus/Karabakh.html>

Karabakh : Earth and People

<http://geocities.com/vasif/nk/en/index.htm>

Armenian - Azerbaijan Conflict

<http://president.gov.az/azerbaijan/nk/index.htm>

Le Nagorny-Karabakh prêt à soutenir un siège pour les années à venir

http://www.netarmenie.com/politique/hautkarabagh/rep_siege.php

Nagorny Karabakh: Les tensions s'intensifient à Stepanakert (CRS), 24-11-2000

<http://listes.rezo.net/archives/courrier-caucase/2000-12/msg00000.html>

Articles du Comité de défense de la cause arménienne

http://www.cdca.asso.fr/cdca/cdca-aide_turquie_karabakh.htm

Discussions sur le Karabakh sur fond de tensions entre Bakou et Erevan (18.05.01)

http://www.cdca.asso.fr/cdca/cdca-discussions_bakou_erevan.htm

Conflit du Nagorno-Karabakh: réunion des co-présidents du groupe de Minsk

Dernière mise à jour : 17/05/02

<http://www.france.diplomatie.fr/actu/article.asp?ART=25201>

Le Caucase a la recherche de compromis - Ni paix ni guerre dans le Haut- Karabakh

Le Monde diplomatique - Janvier 1996

<http://www.monde-diplomatique.fr/1996/01/GUEYRAS/2217>

Karabakh: l'OSCE entrevoit une solution mais les négociations se compliquent

http://www.geocities.com/faride_aliev/8fr.html

Histoire de la région de Haut-Karabakh de la République de l'Azerbaïdjan

http://www.armenianreality.com/francais/massacres_en_azerbaïdjan/karabakh1.htm

Shusha: Heartbeat of Karabakh

From Adil Baguirov's site
<http://www.zerbaijan.com/shusha.html>

The Nagorno-Karabakh Question
<http://www.baku-vision.com/garabag.html>

Karabakh
<http://www.zerbaijan.com/var/qarabagh.htm>

Armenian aggression towards Azerbaijan.
<http://fsazerbaijan.hypermart.net/karabakh.htm>

Karabakh is the Heart of Azerbaijan
<http://members.tripod.com/PervaneGafarova/>

Karabakh- Tragedy of XX century
<http://www.angelfire.com/ct/fariz/Karabakh.html>

The Peace Process, Conflict history, Minsk Conference
<http://usinfo.state.gov/regional/eur/nagorno/>

UN Security Council Resolutions on Armenia-Azerbaijan conflict
<http://www.azembassy.com/conf/browse.html>

Karabakh - War and Peace
From Araz Mamedli's homepage
<http://www.angelfire.com/az2/araz2/>

What should You Know About the Karabakh conflict
From Tabib Huseynov's homepage
http://www.geocities.com/CapitolHill/Parliament/1077/More_Information.html

The Conflict in Nagorno-Karabakh
<http://www.geocities.com/Vienna/7124/2-text.html>

The Black January
Information concerning January 20, 1990 events
<http://www.president.az/azerbaijan/20/index.htm>

The Black January
<http://www.january20.net>

About Karabakh conflict (From Article of English Journalist Of Scotland-Liddel)
<http://www.ab.az/karabakh/karabah.html>

Basics of the Karabakh problem
www.geocities.com/fanthom_2000/Basics.html

Karabakh - heartland of Azerbaijan
<http://www.geocities.com/azerikarabakh/>

~ **Arménie :**

Le Monde diplomatique :

- Le tabou du génocide arménien hante la société turque
Taner Akcam. - juillet 2001
- Impossible troc entre Arménie et Azerbaïdjan
Jean Gueyras. - mars 2001

La construction de l'Etat en Arménie. un enjeu caucasien
Gérard Libaridian
Edition Karthala

Histoire de l'Arménie
Grousset René
Edition Payot, collection Grande Bibliothèque

Histoire de l'Arménie
<http://www.netarmenie.com/histoire/index.php>

Arménie, l'histoire.
<http://francarmenie.free.fr/Histoire/histoire.htm>

Histoire de l'Arménie
<http://www.acam-france.org/armenie/>

Histoire de l'Arménie
http://www.cdca.asso.fr/cdca/cdca.encyclopedie_histoire.htm

Les grandes dates de l'histoire de l'Arménie
http://www.chez.com/cdcapaca/armenie/dates_histoire.htm

Armenian Lies
<http://www.armenianlies.org/>

This Time, Armenians Are the Aggressors
<http://members.dencity.com/az/azewar.html>

IV - Azerbaïdjan

Reporters sans frontières
Azerbaïdjan - Rapport annuel 2002
http://www.rsf.org/article.php3?id_article=1491

Histoire de l'émigration des Azerbaïdjanais
<http://www.diaspora-az.com/frenc2.htm?category>

Histoire de l'Azerbaïdjan
http://www.geocities.com/faride_aliev/3fr.html

The Republic of Azerbaijan

<http://www.azembassy.com/>

The Milli Mejlis of the republic of Azerbaijan

<http://www.meclis.gov.az/>

Azeri Genocide by Armenia

<http://www.khojaly.org.az/>

The Azeri Deportation from Armenia in the 1940s

<http://www.geocities.com/Vienna/7124/deport.html>

Armenian-Azerbaijani Conflict: background

http://www.azembassy.com/conflict/conflict_backgr.html

Annex to the LISBON DOCUMENT 1996 on Armenia-Azerbaijan conflict

<http://www.azembassy.com/conflict/lisbon.html>

UN Documents related to the settlement of the Armenian-Azerbaijan conflict

<http://www.azembassy.com/conflict/undoc.html>

Is the Armenian-American Lobby Serving Armenia's Long -Term Interests?

<http://www.azembassy.com/media/lobby.html>

Azeri Genocide

<http://www.azerigenocide.org>

The Turkish genocide by Armenians (Turkey)

http://www.armenianreality.com/massacres_in_azerbaijan/massacres_in_azerbaijan.html